



DOSSIER

Migrants... un avenir à construire ensemble

Sommaire

ÉDITORIAL **Un temps fort** p. 3 • RENCONTRE avec Hélène Guntzberger. « **Aider des patients fait partie de ma vie** » • DOSSIER **Migrants... un avenir à construire ensemble**. Sommaire détaillé p. 6 • EN ROUTE VERS LYON 2011 La spiritualité du congrès. **Une pédagogie de la rupture** p. 24 • LIVRES p. 26 • LA LETTRE INTERNATIONALE N° 134 p. 28 • VISAGES José Kohler. **Encourager « les efforts des hommes en faveur de la justice et de la solidarité »** p. 30 •

Débats Varenne

Une entreprise trop virtuelle.

Organisés par le Mouvement Chrétien des Cadres et dirigeants, l'Union des Ingénieurs des Ponts, des Eaux et des Forêts, Ponts Alliance - Association des diplômés de l'École nationale des ponts et chaussées et l'Association des cadres dirigeants pour le progrès social et économique.



Trois soirées ouvertes à tous au MCC 18 rue de Varenne :

👉 Lundi 29 novembre 2010

Et qui donc est mon patron ?

Les cadres ont de plus en plus de mal à se situer dans des organigrammes dits matriciels et se sentent paradoxalement très isolés.

Pour en parler, deux polytechniciens, ingénieurs des ponts et chaussées, dirigeants d'entreprises de services :

- Pierre Izard, membre du comité exécutif de la SNCF, entreprise où il est entré en 1983, directeur de la branche infras chargée de la gestion, de l'exploitation et de la maintenance du réseau pour le compte de Réseau Ferré de France et de l'ingénierie d'infrastructures à dominante ferroviaire qui connaissent un boom à l'international.
- Xavier Huillard, PDG du groupe Vinci, leader mondial du BTP et de la concession qui fête en ce moment ses 10 ans, groupe dans lequel il est entré en 1996 (le groupe s'appelait alors SGE) après un long parcours chez Eiffage.

👉 Mercredi 2 février 2011

Les TIC, une servitude volontaire ?

avec Paul Jolie, Jean-Baptiste Obeniche et Alexis Bougon

👉 Lundi 14 mars 2011

Que sont nos métiers devenus ?

avec Michel Klein et Chantal Vaysse.

👉 Dès maintenant :

Inscription à **Pères en mer** du lundi 30 mai 2011 au soir au dimanche 5 juin au matin. Budget environ 350 euros

Pour tout contact ou renseignement :

J.-M. André 01 40 95 09 14, 06 25 94 62 48, jeanmichelandre@sfr.fr

👉 5-6 février 2011

Équipe nationale MCC Paris



👉 Lyon 2011, congrès du MCC Inventer un avenir commun, Responsables d'une espérance durable Rendez-vous à Lyon les 15/16 janvier 2011

Face à la complexité du monde d'aujourd'hui :

- Comprendre les enjeux : mondialisation, nouvelles technologies, financiarisation, transmission...
- S'éclairer sur nos aveuglements individuels et collectifs
- Découvrir des initiatives d'avenir dans les entreprises, la société civile, dans tous les lieux où s'exercent leurs responsabilités...
- Prendre conscience de nos marges de manœuvre
- S'engager dans de nouvelles manières de vivre ensemble
- Et vivre ou revivre l'expérience du mouvement et de ses 6000 membres.

Portés par l'art, la fête et la prière, dans la joie de la rencontre et des retrouvailles, au travers d'une démarche spirituelle ouverte sur le monde !
Réservez votre week-end pour vivre Lyon 2011 !

Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél : 01 42 22 18 56
<http://www.mcc.asso.fr> - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Patrice Méheux

Rédactrice en chef : Marie-Caroline Durier

Secrétariat : 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Michel Badré, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Bernard Bougon (aumônier national), Françoise Brunelle, Philippe Coste, Jean-Luc Ménager, Antoine de Montety, Christian Sauré, Miguel Teixeira, Dominique Semont.

Graphiste : Véronique Vaude 06 16 99 88 05

Couverture : Ljupco Smokovski - Fotolia.com

Publicité : Agence M&C - Régie d'espaces de communication *Responsables*
Tél. : 04 90 82 20 70 - mail : responsables@mc-durable.com

Impression : Color 36, 36 320 Villedieu-sur-Indre

Dépôt légal : 4^e trimestre 2010 - bimestriel

Inscription CPPAP n°0412 G 81875 Membre de l'APMS



Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

Notre site internet

Les abonnés trouvent leur journal en ligne dès parution.

Pour tous, les *Responsables* de plus d'un an sont consultables ainsi que le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes

<http://www.mcc.asso.fr>



Anne et Ludovic Salvo, responsables nationaux

Un temps fort

Le congrès de Lyon les 15 et 16 janvier 2011

sera pour tous un temps fort d'appartenance au Mouvement, un temps festif de rencontre, un temps de communion en Église. Ce sera aussi un temps de réflexion, de partage d'expériences au travers des forums, un temps de discernement et de conversion que nous avons commencé en équipe.

Chrétiens en responsabilité dans l'économie, la finance et la société civile, ce congrès nous invite individuellement et collectivement à un effort de lucidité pour reconnaître nos aveuglements, à approfondir notre réflexion pour comprendre les enjeux, à donner la parole aux acteurs et aux témoins de nouvelles manières de produire et de consommer, de réguler les organisations, d'imaginer la solidarité, de partager les ressources, de rendre accessible à tous le bien commun. Il nous faut tenter de comprendre le monde et aussi nous risquer à le transformer dans le sens d'une plus grande dignité humaine.

Les fruits de la préparation du temps de forum, le bouquet d'expériences qui en sortira seront autant de signes de l'Espérance qui nous anime et dont nous sommes à la fois acteurs et témoins. Car nous sommes responsables de l'Espérance que Dieu met en l'Homme, nous avons à en répondre, à en être les témoins « en vue de bâtir un monde plus humain, il (le MCC) invite ses membres à témoigner de leur Espérance, en cherchant à vivre et travailler autrement et en sachant y mettre le prix. » (Charte) Témoigner de notre espérance car

elle porte le projet d'un monde où « l'homme, la personne dans son intégrité, est le premier capital à sauvegarder et à valoriser. » (*Caritas in Veritate*)

« La crise devient ainsi une occasion de discernement et met en capacité d'élaborer de nouveaux projets. C'est donc confiants plutôt que résignés qu'il convient d'affronter les difficultés du moment présent » (*Caritas in Veritate*).

Nous avons la chance par nos équipes et par la préparation du congrès de nous donner ce temps indispensable pour réfléchir, pour identifier des manières de faire autrement qui portent véritablement le souci de l'autre homme. Nous avons la chance de nous aider mutuellement à entendre et à répondre à l'appel qui nous est adressé, comme ceux entendus par Samuel, Abraham, Moïse, Marie, chaque apôtre, chaque chrétien, appels déroutants, c'est-à-dire capables de nous faire changer de route en abandonnant notre confort. Car nous sommes aussi responsables de ce que nous n'avons pas fait (Mt 25). « Je suis responsable de ce que je n'ai pas été » disait Georges Bernanos.

Nous comptons sur tous, dans l'attente de la joie de la rencontre.

Ce congrès nous invite individuellement et collectivement à un effort de lucidité pour reconnaître nos aveuglements

Inscription au congrès
Inventer un avenir commun, responsables d'une espérance durable :
www.mcc.asso.fr

RENCONTRE AVEC HÉLÈNE GUNTZBERGER

« Aider des patients fait partie de ma vie »

👉 Hélène Guntzberger, après trente ans d'exercice à l'hôpital comme médecin spécialiste (hématologie-transfusion), décide, à l'âge de la retraite, de faire ce qu'elle n'a jamais eu le temps de faire, une activité de nature humanitaire et sociale. Jeune retraitée, elle s'engage dans l'association « Médecins de rue » dont elle devient rapidement présidente, ce qui lui permet de rester en activité tout en étant à la fois plus libre et plus engagée.

Propos recueillis par Solange de Goussemaier.



Hélène Guntzberger

Responsables : *Depuis quand existe « Médecins de rue » et quel est son objectif ?*

Hélène Guntzberger : Cette association existe depuis trois ans ; son objectif est de permettre ou faciliter l'accès aux soins médicaux des populations en grande précarité. En théorie la médecine est « gratuite » pour tout le monde, mais en réalité elle est inaccessible à certains. Ceux qui sont en situation irrégulière n'ont pas de sécurité sociale. Dans certaines conditions seulement, ils ont droit à l'AME (aide médicale d'état) ce qui couvre seulement les besoins de santé de base. Beaucoup d'autres n'ont pas les moyens d'avoir une complémentaire. Neuf millions de personnes en France ont moins de 900 euros par mois pour vivre, parmi elles des personnes âgées ayant de petites retraites. ce qui rend certains soins inaccessibles.

En clair notre association s'adresse aux plus fragiles, aux plus précaires, à ceux qui renoncent facilement à se faire soigner par manque de moyens. Quand j'ai rencontré « Médecins de rue », cette association fonctionnait bien, mais avait besoin de prendre un nouvel essor. Les consultations médicales se faisaient sur deux lieux d'accueil de jour dans Versailles : le « Secours catholique » et « SOS Accueil », ce qui limite l'accès à ceux qui fréquentent ces deux lieux. Apparaissait de manière évidente la nécessité de sortir de ces deux lieux de consultations pour élargir cette offre à toute la population concernée et répondre mieux à l'ensemble des besoins de santé.

L'orientation choisie est la prise de rendez-vous, la délivrance de médicaments, les soins infirmiers et bien entendu nous maintenons les consultations sur place par des médecins bénévoles...

Responsables : *Quel est votre rôle au sein de l'association ?*

H. G. : Très rapidement après mon arrivée, je me suis vu proposer la présidence que j'ai acceptée.

J'ai d'abord cherché un local qui puisse se transformer en « pôle santé-précarité » dans le centre ville puis organisé un partenariat avec un centre de soins infirmiers en vue d'offrir la possibilité de délivrer des médicaments et des soins infirmiers dans ce cadre. Actuellement l'association emploie sept médecins bénévoles ainsi que des bénévoles formés à l'accueil et à l'écoute des personnes. Celles-ci nous sont toujours adressées par un professionnel de santé, un travailleur social, un bénévole d'association caritative avec lesquels nous devons communiquer afin d'assurer le suivi de ces patients.

Les difficultés en tant que présidente sont multiples. D'abord trouver et former des bénévoles « professionnels » médecins, professions médico-sociales, trésorier... Ensuite obtenir des agréments, par exemple avoir l'autorisation de conserver et délivrer des médicaments... Enfin obtenir des subventions pour pouvoir faire fonctionner l'ensemble.

Responsables : *Quelles ont été vos motivations pour vous lancer dans cette entreprise ?*

H. G. : Prenant ma retraite à 60 ans après 30 ans d'exercice à l'hôpital, je voulais faire quelque chose que je n'avais jamais eu le temps de faire. Pour des raisons compréhensibles, la médecine est de plus en plus encadrée par des procédures très lourdes, des normes très astreignantes. Ce nouveau mode d'exercice me libère d'une partie de ces contraintes. Pour moi, la médecine est une vocation. Aider des patients fait partie de ma vie. Je souhaitais donc rester en activité de manière plus libre et choisie : le domaine humanitaire et social m'a toujours attirée et je crois que c'est l'origine de ma vocation médicale. L'association a utilisé mes compétences et m'a donné l'occasion de les mettre au service d'une des plus belles causes qui soit. Je suis prise à mi-temps, avec des horaires souples et compatibles avec la vie de famille. Le bonheur !

Responsables : *Quelles sont les valeurs qui vous animent ?*

H. G. : Ce sont avant tout les valeurs humaines de la médecine, celles qui sont mises en avant dans le Serment d'Hippocrate : aider les personnes sans savoir ni chercher à savoir d'où elles viennent, quelle est leur histoire, si elles ont des droits ou pas de droits, si elle sont en situation régulière ou irrégulière, pourquoi elles en sont là. Le médecin est attaché au respect de la personne telle qu'elle est et ne juge pas avant de soigner. Les valeurs chrétiennes procèdent du même principe. Le bon Samaritain était certainement un précurseur de « Médecins de rue » Nous ne parlons jamais de nos opinions religieuses avec les éducateurs, les bénévoles et les médecins (certains sont musulmans). Il est évident que nous sommes tous liés par un objectif final commun, qui est profondément humain.

Pour un catholique cette action est la mise en pratique d'options fondamentales et c'est mon cas... ●

truire ensemble

Dans un contexte d'inquiétude généralisée pour la pérennité des régimes sociaux, face à une mondialisation pas toujours assumée, la tentation d'un repli sur soi est grande et les migrants apparaissent pour certains comme une menace supplémentaire...

Le dossier de ce numéro reprend le titre des 85^e Semaines sociales de France qui se déroulent cette année au Parc floral à Paris du 26 au 28 novembre. Nous avons fait appel à quelques-uns des intervenants des SSF qui ont bien voulu écrire pour *Responsables* afin de nous donner leurs positions face à cette question de société qui divise...

Jérôme Vignon, président des SSF, propose, en introduction de ce dossier, de prendre des distances face à nos passions. Dounia Bouzar, anthropologue, analyse ensuite les rapports en construction entre identité française et religion musulmane. Secrétaire générale de la CFDT, Anousheh Karvar défend les positions de son syndicat et Jean-Arnold de Clermont, pasteur, explique celles, souvent contestataires, des Églises sur le sujet.

En complément de ces intervenants, *Responsables* vous invite à lire l'interview d'Anne-Isabelle Barthélémy, journaliste et co-auteure d'un ouvrage sur les migrants *Cette France-là* d'où sont tirés les deux portraits que nous vous proposons.

Un dossier au cœur de l'actualité donc, qui permettra de remettre en perspective certains de nos préjugés pour inventer et contruire ensemble un avenir commun...

Marie-Caroline Durier



ENJEUX DE LA RENCONTRE DES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE



Migrants... un temps pour discerner

En choisissant de centrer leur 85^e rencontre au parc floral de Vincennes sur la question des « Migrants, un avenir à construire ensemble », les Semaines sociales de France se trouvent au cœur de leur mission : faire œuvre de discernement autour d'une question de société qui divise. Il y a un siècle, la question des ouvriers et celle de leur représentation comme corps intermédiaire responsable et autonome n'allaient pas de soi. Aujourd'hui la question des migrants est devenue un sujet de tension majeur, dans une France qui se ressent vieillissante, craint pour la pérennité de ses régimes sociaux, et regarde comme une menace la mondialisation.

Cette tension traverse les Français, mais aussi les catholiques, comme en attestent aussi les commentaires, exceptionnellement nombreux, que le secrétariat des Semaines sociales a enregistrés. Il s'agit, à l'occasion de la prochaine session, d'accueillir cette tension, de faire droit au clivage qui oppose manifestement ceux des chrétiens qui voient dans le nombre des migrants (environ 10 % de la population française et près de 16 % parmi les jeunes) une menace pour l'identité nationale et ceux qui, proches des migrants, ressentent le poids de la dureté voire l'inhumanité des conditions qui leur sont faites, malgré les protections que réservent, en principe, le code des étrangers et l'appareil législatif issu des grandes ordonnances de 1945 régissant les migrations vers notre pays.



Jérôme Vignon,
président des SSF,
ancien responsable
national du MCC.

Mais comment de manière juste et constructive aborder cette tension ? Comment faire œuvre de discernement ? La session misera sur l'idée, contenue dans l'encyclique *Caritas in Veritate*, que la doctrine sociale de l'Église est une démarche dialoguant entre la vérité qui vient de la Foi et celle qui vient des sciences sociales.

● **Prendre distance
à l'égard de nos passions**

Il s'agira d'abord de prendre une mesure juste, fondée sur une appréciation à long terme des migrations comme des processus d'intégration dans notre pays depuis une quarantaine d'années. Nous sommes marqués par les explosions des banlieues de 2005 et c'est à travers elles, comme au travers des drames de l'immigration pilotée par les passeurs africains et asiatiques, que nous sommes tentés de porter un jugement excessivement négatif au regard des tendances longues de l'intégration des migrants et de leurs descendants sur notre sol. Comment ne pas réagir avec émotion, en effet, à ces images de violence et de malheur auxquelles la télévision donne un écho dévastateur ?

Mais la réalité est beaucoup plus complexe.

Elle atteste notamment de progrès accomplis par la population française, ancienne comme issue de l'immigration, dans la tolérance mutuelle, dans le respect de codes et de valeurs communes, résultats que ne connaissent pas d'autres pays où la naturalisation est plus difficile, où les droits restent différenciés en fonction d'appartenances communautaires.

Pondérer la situation ne signifie pas d'évacuer les difficultés. Parmi elles, l'accès de tous à l'emploi, quelles que soient les origines et la culture, est probablement la plus décisive. Rencontrant récemment un ancien dirigeant d'entreprise, j'ai eu la surprise de réaliser que, pour lui, les migrations étaient essentiellement un sujet politique et moral : en rien un sujet économique. Les cadres et responsables d'entreprise aujourd'hui ne peuvent ignorer cependant qu'avant la crise, en 2007, le taux de chômage des 3 millions d'immigrés actifs était de 20 %, plus du double du taux national et que, dans les zones urbaines sensibles, le taux de chômage des jeunes (en majorité Français issus de l'immigration) peut atteindre jusqu'à 50 %. Pondérer cette situation ne signifie pas non plus consentir aux revendications identitaires manifestées par certains courants islamistes : le sujet ne sera pas ignoré.

● **Méditer sur le discours social des Églises**

Il devrait aussi être possible, en s'appuyant sur les principes fondamentaux de l'enseignement social des Églises chrétiennes, de mieux hiérarchiser les enjeux politiques. Non pas concevoir une politique chrétienne de l'immigration, mais fournir un éclairage qui, tantôt alerte sur des garde-fous fondamentaux, tantôt établit des liens entre des comparatifs étanches de l'action publique, tantôt rappelle à celle-ci qu'elle doit s'appuyer sur la conscience des citoyens et ne peut à elle seule tout assumer.

L'Église ne méconnaît pas que les États ont la responsabilité de s'assurer que les demandes d'asile, qui ouvrent à une protection supérieure des étrangers, ne sont pas abusives. Ces abus, de fait, existent, notamment via les réseaux et les filières qui diffusent de fausses informations aux candidats au départ. Mais les modalités d'application des contrôles indispensables ne doivent pas rendre, de fait, impossible le recours à la protection de l'asile ou soumettre ceux qui s'en réclament à des traitements indignes. Il y va d'ailleurs de la dignité de ceux qui cherchent refuge, comme de ceux qui accueillent. Comment oublier que, dans les années 30, un sentiment xénophobe a pu se répandre dans notre pays jusqu'au désastre final, simplement sur base d'un langage public autorisant la discrimination ?

De la même façon, l'inspiration évangélique ne récuse-t-elle pas le contrôle des flux

migratoires ? Elle invite utilement à les mesurer à l'aune du bien commun entendu au sens large. Dans le même esprit, elle rappelle que le premier droit des migrants est de pouvoir choisir de vivre dans leur pays, ouvrant la question migratoire sur notre appartenance européenne et mondiale. Bref, l'Évangile est aussi une force de mise en cohérence qui aide à hiérarchiser les difficultés et encourage à les surmonter.

« *La réalité atteste notamment de progrès accomplis par la population française, ancienne comme issue de l'immigration, dans la tolérance mutuelle, dans le respect de codes et de valeurs communes...* »

● **Dans la rencontre, une parole qui libère**

Le discernement devrait enfin trouver son chemin dans l'expérience qui sera proposée à tous les semainiers d'un dialogue personnel avec des migrants. Dîner festif, spectacle culturel et rencontres par petits groupes avec des migrants vivant en France, parfois de très longue date, donneront, je l'espère, le goût de l'échange et l'envie de le poursuivre en famille ou en quartier. Il s'agit de poursuivre la démarche entreprise lors des Semaines sociales de 2009 lorsqu'à Villepinte le débat s'était noué, sur l'estrade comme en atelier, avec des personnes vivant une situation de pauvreté. La parole qui nous affranchit des préjugés et nous permet d'envisager l'avenir, ni paralysés par la peur, ni soumis à une injonction extérieure et moralisante, passe par une rencontre.

En participant aux Semaines sociales, vous contribuerez à rendre visible la présence encourageante et constructive du christianisme dans notre société. ●



AGENCE FRANCE PRESSE

Le discernement devrait enfin trouver son chemin dans l'expérience qui sera proposée à tous les semainiers d'un dialogue personnel avec des migrants.

QUAND ON PARTAGE LA MÊME ESPÉRANCE, ON AGIT ENSEMBLE

25 MOUVEMENTS ET SERVICES D'ÉGLISE POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les scouts et guides de France • La jeunesse ouvrière chrétienne féminine • L'action catholique des enfants • Le mouvement chrétien des retraités • La jeunesse indépendante chrétienne • Le mouvement du nid • L'action catholique des femmes • La mission de la mer • Le secrétariat général de l'enseignement catholique • L'action catholique des milieux indépendants • La jeunesse indépendante chrétienne féminine • Pax christi • L'action catholique ouvrière • Les chrétiens dans l'enseignement public • Le service national pour l'évangélisation des jeunes solitaires et étudiants • Voir ensemble • Les chrétiens dans le monde rural • Le mouvement eucharistique des jeunes • La société de Saint-Vincent-de-Paul • Vivre ensemble l'évangile aujourd'hui • Le mouvement rural de la jeunesse chrétienne • La jeunesse mariale • La jeunesse étudiante chrétienne • Le mouvement chrétien des cadres dirigeants • Les œuvres pontificales missionnaires...

+ VOUS = CCFD - TERRE SOLIDAIRE

COOPÉRER C'EST BIEN, MAIS COOPÉRER LA FRÈRE
ET SOIN LE DÉVELOPPEMENT = TERRE SOLIDAIRE

cfcd-terresolidaire.org





Dounia Bouzar, docteur en anthropologie du fait religieux ; directrice de Cultes et Cultures Consulting ; auteur de *Laïcité mode d'emploi*, Eyrolles, 2010 et de nombreux autres ouvrages parmi lesquels *La République ou la burqa*, Albin Michel, 2010, *Allah a-t-il sa place dans l'entreprise ?*, Albin Michel, 2009, *L'Islam, l'intégrisme et nous : on a tout faux !* Plon 2007, *Quelle éducation face au radicalisme religieux ?* Dunod, 2006, *Monsieur Islam n'existe pas*, Hachette Littératures, 2004, *L'une voilée, l'autre pas*, Albin Michel, 2003.



site : www.cultesetcultures-consulting.com

blog : <http://dounia-bouzar.blogspot.com/>

REGARD D'ANTHROPOLOGUE

Français ET musulmans ?

Peut-on être Français et musulman ? Cette question n'est pas anodine et soulève la question de la teneur et de la place du discours religieux dans notre société.

Dounia Bouzar, anthropologue, nous propose des éléments d'analyse...

Les jeunes Français de confession musulmane n'ont pas de problèmes d'intégration... Ils aiment les mêmes musiques, les mêmes films que leurs camarades de classe et, surtout, espèrent la même promotion sociale. Leurs parents les voyaient député, instituteur, médecin ou plombier. Ces jeunes ont complètement intégré la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité. Ce qu'ils ne supportent plus, c'est le fossé entre les discours politiques et la réalité. Ils ne veulent pas changer la devise de la République, ils veulent que la République applique sa devise.

Des jeunes stigmatisés

Depuis les années 80, on a successivement parlé de « jeunes issus de l'immigration », puis de « jeunes de la deuxième génération », puis de « beurs », puis de « musulmans ». Les jeunes en question étaient donc au départ désignés par un critère lié à leur histoire : l'immigration. À présent, une autre catégorie s'est instaurée : l'islam. Choisir une différence pour faire une catégorie plutôt qu'une autre n'est pas le fruit du hasard. Cela conduit à construire un « nous » et un « eux », à l'envers de l'esprit de la citoyenneté française. Cela valide une fois pour toutes une vision du monde bipolaire, avec d'un côté la modernité occidentale et de l'autre un monde archaïque musulman, incapable de la moindre évolution...

Une fois réduits à une catégorie homogène, il devient possible d'associer les comportements négatifs de certains jeunes à leur présumée « origine », et de faire ainsi l'économie des remises en questions politiques et sociales de la gestion des quartiers populaires ! La culture devient un mode explicatif, une grille de lecture pour tout comportement d'un jeune perçu

comme « issu de l'immigration ». Lorsque les discours politiques ne culturalisent pas les comportements des jeunes, ils les « islamisent ». C'est alors l'islam qui devient un mode explicatif, une grille de lecture pour tout comportement d'un jeune « présumé musulman ». Pas de recours à la sociologie, l'économie et à la psychologie... Les comportements des jeunes sont considérés comme des « produits de l'islam ». Cette façon d'expliquer un comportement par la culture ou la religion de l'individu a pour conséquence de réduire ce dernier à une seule de ses références identitaires, oubliant qu'il est aussi le produit d'un niveau intellectuel, social, économique, d'une histoire familiale... Cela perpétue également l'amalgame entre diversité et « étrangeté », qui persiste dans la majorité des discours politiques. Le jeune doté d'un prénom ou d'un faciès typé est présumé différent, même lorsqu'il est né et socialisé en France. Ce qui revient à l'enfermer dans une définition qui n'est pas la sienne...

Des discours politiques partiaux

Les discours politiques présentent l'islam comme incompatible avec la laïcité : l'islam est très fréquemment présenté comme un cas à part, qui se distinguerait par le fait que religion et politique y seraient indissociables. Contrairement au christianisme qui recommande de « rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », les discours politiques en parlent comme s'il n'existait aucune distinction entre religion et politique en islam. Cette façon de prétendre que le christianisme, à l'inverse de l'islam, est intrinsèquement laïc évacue toute la dimension historique des déclinaisons des deux religions. Car tout message religieux évolue en fonction des circonstances historiques. Quel

que soit le contenu des religions, les croyants interprètent leur texte en fonction de la mentalité de l'époque où ils vivent.

Les discours politiques estiment que l'islam détermine les individus une fois pour toutes, reprenant là encore les postulats islamistes... Pourtant, c'est exactement le contraire : c'est l'individu qui détermine la compréhension de sa religion à partir de ce qu'il vit : les interprétations sont toujours humaines, dépendant du contexte social. Une journaliste musulmane qui vit en plein New-York ou une professeure parisienne ne vont pas comprendre leur Coran de la même façon que leur arrière-grand-mère analphabète. Là aussi, l'expérience de l'évolution chrétienne pourrait rappeler que toute interprétation est subjective et évolutive.

Alors que la loi de 1905 énonce que la République garantit le libre exercice des cultes et le respect de toutes les libertés de conscience, les discours politiques opposent intégration et pratique musulmane. Un certain nombre de décideurs politiques considèrent que l'intégration à la nation française passe par une mise à distance de la pratique musulmane. La volonté des jeunes de s'organiser pour pratiquer leur culte dignement n'est pas vécue comme un signe d'intégration mais au mieux comme un refus de la République, au pire comme une tentative d'invasion islamiste.

Enfin, les discours politiques empêchent les Français de confession musulmane de devenir « sujets de l'histoire de France ». Ils continuent de raconter l'histoire de France comme si l'islam lui était complètement étranger. Cette façon de présenter les valeurs modernes comme une « production strictement occidentale » ne facilite pas leur partage. Pour peu que, de l'autre côté, les parents exercent une pression pour que leur progéniture respecte scrupuleusement les traditions ancestrales, les jeunes se retrouvent devant un dilemme : se soumettre ou revendiquer la modernité en ayant le sentiment de trahir.

Le discours islamiste attire certains jeunes du fait qu'il se construit en miroir des discours politiques cités. Lui aussi refuse de considérer les valeurs modernes comme le fruit d'une histoire interactive. Ils restaurent la religion en lui conférant un contenu qui concurrence l'organisation sociétale : les sociétés n'ont rien

produit, tout était marqué dans le Coran : la laïcité, la démocratie, et même le féminisme... Les autres musulmans sont en retard parce qu'ils n'ont pas su appliquer le « vrai islam ». Et c'est ainsi que ce type de prédicateurs transmettent une « vision du monde islamique » supérieure à toutes les autres visions du monde... dans une logique bipolaire symétrique à celle des discours politiques.



Un islam moderne

On peut être à la fois de culture française et de confession musulmane. Si on arrête d'enfermer les citoyens musulmans dans des définitions toutes faites, le contexte français peut favoriser et promouvoir l'émergence d'une nouvelle religiosité musulmane moderne, adaptée au pluralisme laïc, en fonction des deux paramètres principaux suivants.

Les musulmans nés en France, socialisés à l'école de la République, ont appris à dire « je » et refusent les fonctionnements culturels de type clanique. L'islam ne leur apparaît plus comme un système externe qui détermine les individus. Ils le construisent en l'articulant à leur expérience humaine. Ce qui compte, pour eux, ce n'est pas de suivre des modèles, mais de développer leur responsabilité, leur maîtrise de soi, pour s'orienter dans l'univers et construire leur vie.

Le modèle de citoyenneté, basé sur « l'individu universel » et la laïcité issue de l'histoire de France, obligent les musulmans, comme cela a été jadis le cas pour les autres croyants, à réorganiser leur manière d'exister et de croire. Les jeunes nés en France se retrouvent dans de nouvelles situations concrètes créées par leur vécu dans le pluralisme laïc. Le « faire ensemble » interroge certaines interprétations religieuses et provoque de nouvelles significations. L'exigence de la laïcité à la française renvoie les jeunes à eux-mêmes, car ils réalisent qu'ils ne peuvent trouver de réponses à leurs questions, ni chez les musulmans non français, ni chez les autres Français non musulmans. L'Islam ne peut pas être appliqué comme une solution abstraite toute prête, il doit être pensé à partir de leur culture d'aujourd'hui et de leurs expériences humaines. Encore faudrait-il qu'on les laisse penser librement... ●

« Ils ne veulent pas changer la devise de la République, ils veulent que la République applique sa devise. »

L'ambition de la CFDT pour les migrants (...), c'est un engagement (...) pour que dépréciation, déclin, discrimination et déqualification laissent place aux décollage, développement, participation et émancipation.



LA CFDT ET LA QUESTION DES « MIGRANTS »

« Ces personnes doivent avoir le choix »

La France de l'après-guerre a connu un afflux migratoire important pour répondre à son besoin de main-d'œuvre nouvelle. La décolonisation d'un côté et la modernisation de l'appareil productif de l'autre ont ainsi donné un nouvel élan à l'immigration.



Anousheh Karvar,
Secrétaire Nationale
de la CFDT

Si on s'en tient aux données quantitatives sur plus de 30 ans, les vagues intra-européennes longtemps dominantes ont été devancées, dans les années 1960, par l'émigration nord-africaine avant d'être supplantées par les migrants africains depuis 2003-2004.

Depuis, trois chocs pétroliers et plusieurs crises économiques ont renversé la situation économique et ont fait émerger des discours plus protectionnistes, voire xénophobes, qui font passer pour indésirable une partie de la population qui était si nécessaire autrefois.

L'urgence aujourd'hui est bien de répondre à ceux qui sont issus de ces vagues d'immigration : des étrangers ou des Français « nouveaux », comme on les nomme parfois, laissés au ban de la nation. La population en général a changé et la population française en particulier. Le flou dans les concepts contribue largement à des amalgames : étrangers, immigrés, Français par acquisition, issus de l'immigration, etc.

La récente enquête Ined-Insee « Trajectoires et Origines » nous le rappelle avec force : 42 % des immigrés et 97 % de leurs descendants sont français. Et pourtant, ils souffrent d'un taux de chômage plus élevé que celui de l'ensemble de la population et d'une rémunération moins importante.

Relancer l'ascenseur social

Pour la CFDT, les mesures effectives pour relancer l'ascenseur social et pour réduire, en conséquence, les inégalités économiques et territoriales, doivent se combiner avec une lutte sans merci contre les discriminations dans l'accès à l'emploi et dans l'évolution professionnelle. Les discriminations liées aux origines réelles ou supposées se produisent, en effet, sur fond d'inégalités sociales et ajoutent un désavantage particulier pour accéder au logement, aux filières éducatives, à la formation qualifiante et par-dessus tout à l'emploi. Un désavantage qui n'est pas réductible à leur situation sociale.

Sur les lieux de travail, la lutte contre les discriminations comme la promotion de l'égalité rencontrent, en effet, une conception plus ancienne du syndicalisme, héritée de la société industrielle : une société qui considérait la force de travail comme homogène, partageant les mêmes conditions de travail et d'emploi dans les grandes industries manufacturières. Les organisations syndicales se sont très souvent vécues comme les porte-parole d'une main d'œuvre nationale et unifiée. Cette fraternité de condition sociale a été bousculée, ces derniers temps, par la mondialisation des échanges et de la production, par la fragmentation de la condition salariale : la précarité de l'emploi comme le morcellement des vécus quotidiens renvoient chaque personne à sa condition particulière.

Garantir l'égalité

Aujourd'hui, les organisations syndicales se posent la question de savoir comment adapter leurs réponses à ces nouvelles données. Nous disposons, en premier, d'outils « traditionnels » de la négociation collective comme l'accord national interprofessionnel relatif à la diversité au travail, signé par la quasi-totalité des organisations patronales et syndicales à la fin de l'année 2006. Cet accord vise à garantir « l'égalité de traitement en matière de recrutement, d'affectation, de rémunération, de formation professionnelle et de déroulement de carrière sans



Photo: V. B. / A. P.

distinction d'origine vraie ou supposée ou d'appartenance ou de non-appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation ou une race et sans distinction selon le patronyme, l'apparence physique ou le lieu de résidence ».

Le texte de l'accord engage les parties signataires « à la diffusion des bonnes pratiques déjà recensées » et le chef d'entreprise à l'obligation de présenter au comité d'entreprise, dans les entreprises qui en sont dotées, une fois par an, à l'occasion de l'une des réunions réglementaires consacrées à son information sur la situation de l'emploi, les éléments permettant de « faire le point sur la situation en la matière ».

● **Combattre les préjugés**

L'accord entend également combattre tout préjugé, stéréotype ou biais d'interprétation dans les procédures d'évaluation et d'appréciation dans le cadre du suivi des parcours. Il revient alors aux entreprises de vérifier que leurs procédures d'appréciation et d'évaluation de leurs salariés n'induisent pas ou ne permettent de discriminations directes ou indirectes.

Les accords conclus dans les branches professionnelles et dans les entreprises peinent, toutefois, à produire des résultats tangibles et mesurables. Dans ses rapports annuels sur les pratiques des entreprises, la Halde relève leurs difficultés à remettre en question les processus RH une fois le diagnostic des dysfonctionnements établi. Les délégués syndicaux constatent, de leur côté, peu d'avancées concrètes avec la nomination d'une « personne diversité » avec structure dédiée. Certaines entreprises se cachent même derrière leur caractère multinational pour dégager toute responsabilité envers le bassin d'emploi local. Là encore, comment déconstruire cette image sans avoir les moyens de démontrer « l'ethnicisation » de certaines tâches (femmes de chambre, plongeurs,...), comme le refus de certains salariés à être encadrés ou dirigés par des personnes d'origine étrangère ?

Pour cette raison, la CFDT souhaite aussi

Les discriminations liées aux origines réelles ou supposées se produisent, en effet, sur fond d'inégalités sociales et ajoutent un désavantage particulier pour accéder au logement, aux filières éducatives, à la formation qualifiante et par-dessus tout à l'emploi.

conjuguer ses forces avec d'autres acteurs de terrain pour surmonter les obstacles. Des avancées incontestables ont été obtenues grâce aux actions menées par le travail des associations qui agissent pour le respect des droits des étrangers.

C'est, enfin, avec les migrants eux-mêmes que nous pouvons conquérir de nouveaux moyens pour une réelle cohésion sociale et territoriale. L'avenir des migrants et de leurs descendants en France ne doit pas se résumer à la relégation aux quartiers défavorisés, sensibles ou périphériques, à la discrimination à l'embauche et dans leur parcours professionnel. Quelle que soit l'appellation choisie pour les désigner : issus de l'immigration ou de la diversité, minorités visibles, ou tout simplement Français ou étrangers, métropolitains ou domiens, ces personnes doivent avoir le choix pour leur projet professionnel comme pour leur projet de vie. Elles doivent pouvoir donner de la voix sur leur présent comme sur leur avenir.

L'ambition de la CFDT pour les migrants comme pour leurs enfants, c'est un engagement de tous les jours de ses militants pour que dépréciation, déclin, discrimination et déqualification laissent place aux décollage, développement, participation et émancipation. ●

LA PAROLE DES ÉGLISES

« Il peut arriver d'avoir à sortir

Les Églises de nos pays, généralement respectueuses des pouvoirs publics, se sont montrées contestataires sur ce dossier plus que sur beaucoup d'autres. Pour quelles raisons ?

Parties prenantes de la société civile, les Églises n'ont pas nécessairement à mettre Jésus-Christ dans chacune de leurs phrases pour être fidèles à leur vocation. Toutefois, il est intéressant de savoir dans quelle mesure, puisant dans le trésor de la parole de Dieu, elles enrichissent le débat sur les migrations. C'était précisément l'objectif de la campagne œcuménique de 1996 « Accueillir l'étranger – Vivre ensemble ». « Nous appelons à l'extraordinaire de la parole du Christ annoncée par les prophètes et reprise par les apôtres : l'amour de Dieu est sans limite dans le temps - "Je t'aime d'un amour éternel..." (Jérémie 31) -, dans l'espace - "Acclamez Dieu terre entière..." (Psaume 66), et pour tous - "Voici la demeure de Dieu avec les hommes. Il demeurera avec eux, ils seront ses peuples et Lui sera le Dieu qui est avec eux..." (Apocalypse 21) -. Dieu, aujourd'hui, donnerait-il son amour sous le signe de la préférence nationale en distinguant tel ou tel d'entre nous selon sa catégorie, son faciès, sa culture, la façon dont il sert son Dieu ? Si nous réservons aujourd'hui nos saluts à certains de nos frères, de nos voisins, de ceux qui habitent sur notre territoire, ne banalisons-nous pas le fondement, les racines du message de l'Évangile ? C'est la question que nous pose pour ce temps le texte biblique ».

Le concept de frère

Le concept déterminant est celui de « frère ». Plusieurs des textes de déclaration reprennent la question de Dieu à Caïn « qu'as-tu fait de ton frère ? » avec à l'arrière-plan une compréhension unitaire et solidaire de l'humanité toute entière.

C'est un appel constant à un autre regard sur le migrant ; ainsi le message de Noël 2003 du Conseil d'Églises chrétiennes en France : « Toi, le migrant, inquiet et invisible à nos yeux, tu es accueilli comme celui auprès duquel le Christ "s'arrête". Toi, l'accueillant, n'aie pas peur, mets toi en mouvement. Tu ne perds rien parce qu'en toi, c'est le Christ qui rejoint l'autre. »

Regard nouveau rendu possible par l'Évangile qui nous fait connaître : ce Dieu qui « migre » de sa demeure céleste à notre rencontre ; ce Messie qui n'a pas de pierre où reposer sa tête ; cet Esprit-Saint qui accompagne le corps ecclésial dans sa pérégrination.

C'est un appel à un travail sur nous-mêmes. Le devoir d'élucider nos peurs pour ne pas les laisser exploiter par le politique, mais pour les assumer, les dépasser. (...)

C'est un appel à une même lucidité sur notre histoire, où le travailleur immigré des « trente glorieuses », ou le « talentueux et le compétent »

Dieu, aujourd'hui, donnerait-il son amour sous le signe de la préférence nationale ?



de la loi pour dire l'Évangile »

de la loi de 2006, doivent d'abord être regardés comme des émigrés-immigrés, des hommes et des femmes considérés pour ce qu'ils sont avant d'être considérés pour ce qu'ils produisent.

Je cite : « Quand Nicolas Sarkozy soutient que "la France ne peut pas rester à l'écart des flux mondiaux de l'intelligence et des compétences", on se demande quand même s'il parle bien d'êtres humains ou de marchandises utiles au bon fonctionnement de l'entreprise France... En clair, ce ne sont plus les problèmes d'intégration qui dictent en priorité la politique migratoire, mais la compétition internationale, l'avenir de la société française. Pour ce qui est d'accueillir "la misère du monde" ne serait-ce que la partie que lui imposent ses idéaux fondateurs et sa prospérité relative, la France, "terre d'asile" et "pays des droits de l'homme", se déclare aux abonnés absents. Des pays du tiers-monde, elle prendra seulement les "talents et compétences", s'appliquant à refouler les sans-grades, à l'instar notamment des États-Unis, du Canada ou de la Suisse. En creux, derrière l'opposition entre immigration "choisie" et immigration "subie", les immigrés d'hier et d'aujourd'hui comprendront aussi qu'ils sont et ont été "inutiles", un fardeau pour le pays d'accueil.

Le jugement est peut être sommaire, mais la Cimade le dit pareillement : "Ce projet évacue l'être humain pour ne voir que la main-d'œuvre". Il nous faudra apporter un autre regard sur ce sujet qui, n'en doutons pas, prendra dans les semaines et les mois à venir une place importante dans les débats publics »¹.



Un devoir de résistance

Un autre regard. C'est probablement la première responsabilité spécifique des Églises dans l'approche des migrations, parce qu'elles se placent sous le regard de Dieu, ce regard favorable qui dit son amour pour l'humanité



Jean-Arnold de Clermont, pasteur, président du service protestant de Mission-Défap.

et chaque être humain ; qui appelle chacun de nous à un regard sur lui-même et sur son rapport à ceux qui se trouvent sur sa route ; non pas « qui est mon prochain ? » mais « de qui suis-je le prochain ? ». Une autre responsabilité des Églises qui apparaît tout au long de leurs déclarations est de rappeler aux politiques ce qui relève du droit et de la justice. Droit à une vie familiale. Droit aux recours en justice. Droit à la protection de la loi... Cette parole est spécifique en ce qu'elle reconnaît toujours la légitimité du politique pour réguler, choisir des solutions, exercer ses fonctions sécuritaires... mais à la condition qu'elle se conforme au droit. D'où la fermeté des paroles de ces mêmes Églises lorsque le droit lui-même ne reflète plus la société dont nous croyons être.



N'y-a-t'il pas alors un devoir de résistance des Églises ?

Cette question a été posée en quelques circonstances exceptionnelles, comme devant le statut des juifs en 1940, comme par les objecteurs de conscience face aux guerres coloniales, comme par quelques citoyens faisant la grève des impôts pour s'opposer à l'arme nucléaire. Lorsque l'État traite en criminel un « sans-papiers » ou un demandeur d'asile, les Églises n'ont-elles pas, comme l'a proposé le Conseil régional de l'Église réformée de France en Provence-Alpes-Corse-Côte d'Azur en février 2007 pour une famille régularisable mais exclue, comme l'ont fait des familles pour des lycéens menacés d'expulsion, à envisager de prendre le relais en sanctuarisant leurs lieux de culte ? Simplement parce qu'il peut arriver d'avoir à sortir de la loi pour dire l'Évangile.

Les Églises n'ont d'autre raison de se tenir aux côtés des migrants que cet Évangile dont elles ont à être les témoins. Le Christ convie chaque chrétien à être ambassadeur de réconciliation... ●

¹ Message du président de la fédération protestante de France à l'assemblée générale des 11 et 12 mars 2006.

INTERVIEW D'ANNE-ISABELLE BARTHÉLÉMY, JOURNALISTE



« Cessons d'envisager les migrants comme un fardeau pour notre société »

Anne-Isabelle Barthélémy, journaliste, co-auteure de *Cette France-là*, membre des JP du MCC.

Responsables : *Comment vous êtes-vous intéressée à la question des migrants ?*

Anne-Isabelle Barthélémy : D'abord parce que j'ai voyagé, notamment dans le monde arabe, où j'ai bénéficié d'un accueil extraordinaire. Cela m'a amenée à m'interroger sur mon propre sens de l'hospitalité et de l'accueil de l'étranger. Je suis ensuite devenue bénévole dans une permanence de la Cimade qui accueille des femmes sans papiers. Mon rôle était de les accompagner dans leurs démarches de tentatives de régularisation, de les aider dans certains cas à faire des demandes d'asile. Cette expérience m'a initiée au droit complexe des étrangers et à son impact sur la destinée des personnes.

Responsables : *En tant que journaliste, vous contribuez depuis 2 ans à « Cette France-là ». Quel est l'origine et le propos de cet ouvrage ?*

A.-I. B. : *Cette France-là*, dont le volume 3 paraîtra en avril 2011, est le fruit d'un travail collectif de journalistes, militants associatifs et chercheurs (sociologues, philosophes, etc.) préoccupés par la politique française d'immigration et d'éloignement des étrangers depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Chaque année, le livre analyse de manière approfondie la politique d'immigration mise en place avec ses volets sécuritaires, administratifs, juridiques,

Journaliste indépendante basée à Paris et membre des Jeunes Professionnels du MCC, Anne-Isabelle Barthélémy suit de près, à titre personnel et professionnel, la question des migrants. Elle rappelle que derrière la répression à l'égard des migrants et la « politique du chiffre » se dessinent des visages et des hommes.

Propos recueillis par Pierre-Olivier Boiton

politiques, budgétaires et ses conséquences. La volonté de *Cette France-là* est de s'inscrire dans une réflexion documentaire et historique, sur le principe d'annales. Si l'ouvrage s'adresse à tous, il est aussi envoyé tous les ans à titre gracieux à l'ensemble des députés et sénateurs, français et européens, ainsi qu'aux responsables associatifs et aux médias. L'idée est d'en faire un outil de sensibilisation et d'analyse critique sur le sujet.

Responsables : *Vous avez rédigé de nombreux portraits de migrants, qui constituent le premier tiers de l'ouvrage. Pourquoi ce parti pris ?*

A.-I. B. : *Cette France-là* débute effectivement par les portraits d'une centaine de personnes qui ont été confrontées à une mesure d'« éloignement du territoire français »², dans l'année précédente. Toutes les personnes que j'ai rencontrées ont vécu l'expérience de la garde à vue ou de l'enfermement en centres de rétention, y compris des bébés et des enfants. Certaines ont été expulsées, d'autres ont été relâchées sans être régularisées, et d'autres ont fini par être régularisées, souvent grâce à d'importantes mobilisations d'élus et de citoyens. Face à la politique du chiffre voulue par le chef de l'état, et avant d'analyser la machine administrative, policière et judiciaire mise en place par le gouvernement, nous souhaitons remettre l'humain au premier plan et sortir les migrants de l'abstraction des discours politiques.

Responsables : *Vous avez rencontré, interviewé ces personnes en situation de fragilité. Qu'est-ce que cela implique dans votre relation à eux, sur un plan professionnel et personnel ? Comment se situer, entre juste distance et empathie ?*

A.-I. B. : Je ne fais pas de différence dans ma façon de les interviewer. J'essaie de bien comprendre la situation, de rencon-

trer la personne (sauf si elle a été expulsée), de recouper son témoignage avec d'autres sources d'information. Au fil des rencontres, je me suis simplement rendu compte que beaucoup vivent aujourd'hui dans la peur permanente de l'arrestation, du contrôle policier, et par extension la peur de prendre les transports en commun, de porter plainte en cas de problèmes. Il arrive donc souvent que certains ne souhaitent pas parler par peur d'attirer l'attention. Je dois particulièrement veiller à les mettre en confiance et parfois leur garantir l'anonymat. Je me souviens d'une jeune femme arrivée en France à l'âge de 15 ans et prostituée de force. Elle avait accepté de témoigner en se convainquant que cela pourrait aider d'autres migrants. Son témoignage était particulièrement éprouvant. J'ai mis beaucoup de temps à écrire son portrait, j'avais envie de prendre soin de son récit. Mon objectif n'est pas de faire du misérabilisme, mais de rendre compte de l'humanité de chacun à travers un sourire, une pointe d'humour, une contradiction, un désir, un rêve, une ambition professionnelle... Comme avec n'importe quel autre portrait !

Responsables : *Beaucoup de ces situations semblent inextricables et désespérantes. Que répondez-vous à l'argument selon lequel la France n'a pas vocation à « accueillir toute la misère du monde » ?*

A.-I. B. : Comme j'ai travaillé dans la solidarité internationale, j'ai souvent envie de répondre que la France est bien loin d'accueillir toute la misère du monde. En outre, c'est une phrase qui présuppose que les migrants sont « toute la misère du monde », ce qui est une vision très négative. Il faut arrêter d'envisager les migrants comme un fardeau dont il nous reviendrait exclusivement de porter le poids. Les migrants ont largement contribué et contribuent toujours



¹ « *Cette France-là* », volume 2 (01-07-208 – 30-06-2009), 432 p. 18 euros. Édité par l'association Cette France-là, diffusion en librairies par La Découverte.

² Notification d'une obligation de quitter le territoire, d'un arrêté de reconduite à la frontière, d'une interdiction du territoire français ou d'une expulsion.



QILI QU, 21 ANS

Depuis 6 ans en France... sans papiers, en Chine, il devrait « recommencer tout en bas de l'échelle. »

Le rêve de Qili Qu est de devenir cuisinier dans un restaurant de cuisine française. Inscrit au lycée professionnel en bac pro cuisine, il a déjà fait des stages chez de grands restaurateurs parisiens des XVII^e et VIII^e arrondissements de Paris. Stages prometteurs, puisque la chef du restaurant gastronomique La Fermette a écrit une lettre de soutien pour appuyer sa demande de régularisation.

Qili aurait aimé continuer dans ce domaine en faisant un BTS restauration. Mais, en tant que sans-papiers, il sait que l'administration risque de refuser son inscription pour poursuivre ses études. En outre, à vingt et un ans, il lui faut à la fois contribuer davantage à l'économie familiale et continuer à payer le prix de sa venue en France.

Qili a quinze ans lorsqu'il arrive à Paris pour rejoindre ses parents venus en 1999. Il se souvient de son arrivée après un périple de quarante jours en avion, autobus et bateau : le racket, la peur d'être agressé par ceux qui profitent de l'isolement des Chinois sans papiers, l'impossibilité de communiquer : « Quand on ne parle pas français on ne peut rien faire pour

se défendre », explique-t-il. Qili vient de la ville de Qidou, près de Wenzhou. Seuls ses grands-parents sont encore en Chine. Le reste de sa famille habite désormais en Europe. Il vit avec ses parents et sa sœur dans le II^e arrondissement de Paris. Son père fait des travaux dans les boutiques et sa mère « fait la couture ». En rentrant de l'école, Qili travaille avec sa mère sur les machines à coudre pendant deux-trois heures le soir. Mais il ne se plaint pas. Il se considère chanceux d'être arrivé jeune, d'avoir appris le français, une nouvelle culture, et un métier. Ses parents auraient bien aimé apprendre le français aussi, mais ils travaillent tellement pour rembourser les dettes qu'ils n'en ont pas le temps.

Cela va faire dix ans que ses parents sont en France, et ils n'ont toujours pas de papiers. La famille ne compte plus les démarches entreprises avec des intermédiaires chinois ou des avocats qui promettent des solutions rapides, moyennant finance, mais dont les démarches n'aboutissent à rien.

Plus récemment, Qili a découvert RESF par l'école ; il a désormais un parrain qui l'appuie dans ses démarches. Lorsque Qili est devenu majeur, en juillet 2007, son parrain a déposé avec lui une nouvelle demande de régularisation. Après un rendez-vous plutôt positif à la préfecture, la réponse est tombée en septembre 2007 : OQTF (ndlr : obligation de quitter le territoire français). Qili sait que, s'il parvient à

avoir des papiers, il sera mieux payé et le travail sera moins dur. Sinon il lui faudra continuer à travailler au noir sans possibilité d'évolution. Mais il sait aussi que, s'il devait retourner en Chine, il perdrait son niveau d'études acquis en France. « Je devrais recommencer tout en bas de l'échelle. » Et continuer à payer la dette. Pour l'heure, le jeune homme s'efforce de ne pas penser à cette obligation de quitter le territoire, qui flotte au dessus de sa tête comme une épée de Damoclès, et a bon espoir de réussir dans la vie. « Après tout, je porte le même nom que Jean-Claude Killy », plaisante-t-il.

Anne-Isabelle Barthélémy, portrait extrait de Cette France-là, vol. 1.

à notre pays : qui a construit nos voitures, nos autoroutes, nos villes ? Aujourd'hui, qui nettoie notre bureau, garde nos bébés ou prend soin de nos parents âgés ? Des secteurs entiers de notre économie comme la restauration et le bâtiment, par exemple, vivent grâce aux travailleurs sans papiers payés à moindre coût. Et combien d'entrepreneurs et de personnalités artistiques, culturelles, scientifiques sont d'origine étrangère ?

Ensuite, la migration du monde vers l'Europe ne constitue qu'une petite partie des flux migratoires, la majorité se faisant du Sud vers le Sud. Enfin, n'oublions pas non plus qu'environ deux millions de Français vivent à l'étranger, et sont eux-mêmes des étrangers dans les pays où ils travaillent...

Responsables : *Au-delà de ces principes, comment avancer concrètement sur le sujet ?*

A.-I. B. : Aujourd'hui, les évêques et de nombreuses associations chrétiennes qui sont présentes au jour le jour auprès des migrants, comme le Secours catholique, la Cimade et bien d'autres, se démènent, avec souvent l'impression de « crier dans le désert ». Face à l'inhumanité trop souvent atteinte aujourd'hui,

on a le devoir de chercher plus loin, d'être créatif. Nous arrivons, en France, à la sixième loi votée sur l'immigration en huit ans. Nul autre domaine ne peut se prévaloir d'une telle obsession législative. Nous souhaiterions, à la lumière des portraits et des rencontres évoqués plus haut, revenir à des dispositions qui laissent plus de possibilités de régularisation. Les restrictions sont telles que des milliers de personnes, juridiquement ni expulsables ni régularisables, sont aujourd'hui dans l'impasse. Accueillir les migrants, c'est certes un défi culturel, économique et social, mais ne pas le relever, c'est aussi se priver d'un potentiel de talents. Je pense notamment aux jeunes majeurs qui, arrivés en France avec leur famille après l'âge de 13 ans, se retrouvent sans papiers quand ils atteignent leur majorité. Encore scolarisés ou étudiants, ils se retrouvent plongés dans la clandestinité, sans espoir de régularisation. Je n'hésite pas à parler de gâchis quand la France finance leurs études depuis plusieurs années. Un tel exemple montre que si l'argument humain ne convainc pas en matière d'accueil des migrants (mais il faut savoir jusqu'où on est prêt à aller en terme d'inhumanité), l'argument économique pèse aussi dans la balance. ●

Manifestation de soutien aux sans papiers devant la préfecture de Bobigny (93).



VALENTINE MOLINGO FERRET

Congolaise, expulsée avec son propre billet d'avion

Valentine Moling Ferret est inspectrice à la direction départementale des douanes à Pointe-Noire, au Congo-Brazzaville, avec le rang de colonel. Elle a effectué ses études en Belgique et en France, où est née Cynthia, l'une de ses filles. Cette dernière réside à Noisy-le-Sec (93) avec sa propre famille.

« En 2008, je suis venue en vacances en France afin de rendre visite à ma fille et à ma petite-fille », raconte Valentine. « J'en ai profité pour consulter des spécialistes, car j'ai des problèmes de santé. J'ai, bien sûr, intégralement payé mes consultations et mes médicaments : je n'ai rien demandé à la sécurité sociale française. Je tenais également à me rendre à Lourdes afin d'y prier pour mes parents, décédés pendant la guerre que nous avons connue au Congo. » Au cours de ses vacances en France, Valentine est souffrante et doit reporter son pèlerinage. Une fois rétablie, elle décide de prolonger son séjour jusqu'au 6 novembre 2008. « Lorsque j'ai changé mon billet d'avion, je n'ai pas pensé à regarder la date de mon visa. » Le 28 octobre, la police aux frontières, qui contrôle régulièrement les pèlerins dans les trains à destination de Lourdes, constate que le visa de Valentine est périmé depuis quelques jours. « J'ai expliqué aux policiers que je ne

comptais en aucun cas rester en France, que j'y étais simplement en vacances. À Pointe-Noire, j'ai mon mari, mes enfants les plus jeunes, une grande maison, et un emploi stable depuis vingt-cinq ans. J'ai montré mon billet de retour, prévu une semaine plus tard, mais les policiers m'ont arrêtée et menottée. Ils n'ont rien voulu savoir. On ne m'a pas crue sur parole. On ne m'a pas crue sur preuve. » Valentine se voit notifier un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière et est placée en garde à vue, puis transférée au centre de rétention administrative d'Hendaye. « J'étais enfermée. Et se trouver derrière les barreaux, ça fait mal. Je fais de l'hypertension, j'ai cru que j'allais y passer. Heureusement, ma fille a pris le premier vol de Paris pour venir me voir. » Le juge des libertés et de la détention assigne Valentine à résidence chez sa fille à Noisy-le-Sec, dans l'attente de son expulsion au Congo-Brazzaville, prévue le 3 novembre. Ce jour-là, Valentine

se rend au bureau de la police aux frontières de l'aéroport de Roissy afin de se soumettre à son éloignement. Gênés, les fonctionnaires de police l'informent que la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ne leur a pas encore fait parvenir son passeport, sans lequel ils ne peuvent procéder à l'expulsion. Ils lui enjoignent donc de retourner chez sa fille, où elle devrait être contactée dès que sera connue la nouvelle date d'expulsion. Le même jour, Valentine reçoit deux appels téléphoniques du service des étrangers de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques. Le premier lui annonce que son passeport va être envoyé à l'aéroport de Roissy ; le second qu'elle doit se présenter à l'aéroport le 6 novembre, date à laquelle Valentine avait initialement prévu de rentrer chez elle. « L'administration a fini par utiliser le billet que j'avais moi-même acheté pour m'expulser par le vol que j'avais moi-même choisi », s'insurge-t-elle. « Et tout cela après une

expérience humiliante et angoissante pour moi, et particulièrement éprouvante pour ma famille. J'ai raconté ce qui m'est arrivé à mes collègues, mes amis et ma famille en France et au Congo. Tout le monde a été scandalisé. La politique du chiffre met une pression sur les policiers et sur les préfetures. La France de Sarkozy, ce n'est plus la France que j'ai connue dans ma jeunesse. Cette France-là, elle se referme sur elle-même. » La Cimade a observé l'augmentation, dans la zone frontalière avec l'Espagne, des arrestations et reconduites de touristes interceptés alors qu'ils rentraient chez eux. Selon l'association, 70 % des personnes retenues au centre de rétention d'Hendaye sont des touristes - pèlerins en partance pour Lourdes ou autres ressortissants étrangers transitant par la France sans vocation à y rester. Comme Valentine, ils ont tous déjà leur billet de retour.

Carolina Boe,
portrait extrait de Cette
France-là, vol. 2

• Vie d'équipe : Une réflexion en équipe à partir de l'actualité

✎ « Les Roms ne sont pas d'abord un problème ou une question. Ce sont des hommes, des femmes, des enfants. Les solutions doivent être individuelles, généreuses, raisonnables. Elles doivent être trouvées dans une collaboration entre pays membres de l'Union européenne. Nous sommes invités, au nom de notre foi, à avoir une vision de l'autre à la hauteur de leur espérance, notamment en le considérant, quel qu'il soit, comme un frère en humanité, à qui l'on doit le regard de l'amitié, le geste fraternel et toute l'assistance possible. » Extrait d'un Communiqué signé le 12 septembre dernier à Marseille, par le Pasteur F. Keller, Président du Consistoire de l'Arc Phocéan, le Père J.Tsopanoglou, pour l'Église orthodoxe de Marseille, et Mgr G. Pontier, Archevêque de Marseille.

1^{er} temps

→ Dans ma vie professionnelle ou sociale, quels sont les événements où la rencontre des migrants quel- qu'ils soient et d'où qu'ils viennent m'a interrogé ?

Qu'est-ce qui m'a surpris ? Quelles découvertes de nos diversités et de notre commune humanité m'ont le plus marqué ? Que se passe-t-il en moi lorsque je détourne le regard ou refuse la pièce de monnaie pour ne pas lui parler ?

2^e temps

→ Comment la parole de Dieu peut éclairer notre foi ou « quand un homme peut en cacher un autre... » (Mt 25, 31-46)

Quand le Fils de l'homme viendra dans sa gloire... devant Lui seront rassemblées toutes les nations, et il séparera les hommes les uns des autres, comme le berger sépare les brebis des chèvres. Alors le roi dira à ceux qui sont à sa droite : « venez les bénis de mon Père, recevez en partage le Royaume qui a été préparé pour vous depuis la fondation du monde, car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; j'étais un étranger et vous m'avez recueilli ; nu et vous m'avez vêtu ; malade et vous m'avez visité ; en prison et vous êtes venu à moi ». Alors les justes répondront : « Seigneur, quand nous est-il arrivé de te voir affamé et de te nourrir, assoiffé et de te donner à boire ? Quand nous est-il arrivé de te voir étranger et de te recueillir, nu, et de te vêtir ? Quand nous est-il arrivé de te voir malade et en prison, et de venir à toi ? »

Et le roi leur répondra : « En vérité, je vous le déclare, chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. »

Et il dira à ceux qui sont à sa gauche « Allez-vous en loin de moi, maudits...car j'ai eu faim et vous ne m'avez pas donné à manger ; j'ai eu soif et vous ne m'avez pas donné à boire ; j'étais un étranger et vous ne m'avez pas recueilli ; malade et en prison et vous ne m'avez pas visité ». Alors, eux aussi répondront : « Seigneur, quand nous est-il arrivé de te voir affamé ou assoiffé, étranger ou nu, malade ou en prison sans venir t'assister ? » Alors il leur répondra : « En vérité, je vous le déclare, chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces petits, c'est à moi non plus que vous ne l'avez pas fait ».

3^e temps

→ Quelles merveilles de Dieu entendons-nous ?
Quelles merveilles de Dieu annonçons-nous ?

En quoi ma foi peut-elle fortifier mon comportement, ma manière d'être, mes engagements ?

À quels changements suis-je appelé, sommes-nous appelés ?

Quels appels retenons-nous comme prioritaires dans notre environnement ?

Quelles contributions pouvons-nous apporter pour construire une société plus fraternelle ?

Avec quels partenaires pouvons-nous prolonger notre réflexion, notre action, en Église ? Dans la société ?

*Anne-Marie de Besombes
avec le Père Xavier Maurin (région PACA)*

NB : On peut aussi nourrir la réflexion par les textes suivants :
Marc 7 (24-30) Quelle réaction face à l'autre qui apparaît sur mon chemin ?
Luc 17 (11-19) Qui réagit ?
Actes 2 (8-11) Tous, nous les entendrons annoncer dans nos langues les merveilles de Dieu...

LA SPIRITUALITÉ DU CONGRÈS

Une pédagogie de la rupture

➤ **Au long du congrès nous cheminerons en trois étapes, comme les pèlerins d'Emmaüs sous la conduite du Christ, selon la pédagogie de la « rupture » : se laisser enseigner, discerner les raisons d'espérer, agir d'un cœur transformé.**

Pour nous aider à porter ce projet devant le Seigneur, nous avons sollicité quatre communautés religieuses de Centre-Est, qui donnent la mesure de la diversité de l'Église dans ses sensibilités et ses charismes : la communauté de Taizé, celle des carmélites de Fourvière, les trappistes de N-D de Tamié et l'ordre de la Visitation. Pendant les deux jours du congrès, le Christ sera au cœur de notre rassemblement et cela dans deux lieux à vocation spirituelle, une tente de la rencontre et un espace de silence. La présence des communautés, ou leur expression dans ces lieux, en sera le signe, nous soutenant dans le partage de la Parole de Dieu et l'engagement à la conversion. Le secteur de Clermont-Ferrand s'est associé à notre projet spirituel en proposant d'animer un des deux espaces avec une prière universelle ouverte sur le monde, dans la richesse de quelques-unes de

ses expressions religieuses. Nous pourrons aussi participer à la Prière des Heures, en union avec nos « correspondants spirituels ».

Le Carmel de Fourvière

Émerveillées par l'amour de Dieu et nourries de sa Parole, les carmélites prient afin que le monde accueille la paix et la joie que Dieu nous offre en son Fils Jésus. Elles nous accompagneront spirituellement tout au long du congrès et leur présence sera manifestée par des visuels sur le Carmel, une vidéo créée tout exprès à l'occasion de notre rassemblement, des textes de spiritualité carmélitaine, des photos etc...

La communauté de Taizé

Elle rassemble une centaine de frères, catholiques et de diverses origines protestantes, issus de près de trente nations. De par son existence même, elle est une « parabole de communauté » : un signe concret de réconciliation entre chrétiens divisés et peuples séparés. En vue du congrès MCC, nous sommes allés rencontrer des jeunes qui sont responsables de la prière de Taizé dans des paroisses à Paris et à Lyon Villeurbanne. Ceux-ci nous aideront à prier dans l'esprit de la communauté au long du congrès dans la « tente de la rencontre ». Certains de ces jeunes sont des MCC JP !

La Visitation

Créé par François de Sales et Jeanne de Chantal, l'ordre de la Visitation a mis en œuvre la spiritualité du saint, qui se voulait imprégnée du mystère de l'Incarnation, d'où son nom. Il s'est développé très rapidement dans le monde entier. De nombreuses familles spirituelles s'en inspirent comme les salésiens de Don Bosco et tous les salésiens laïques. On retrouve dans toutes les communautés salésiennes ce désir profond de vivre l'Évangile dans le monde, là où on vit.

Notre-Dame de Tamié

Sa communauté monastique vit dans l'esprit du renouveau spirituel insufflé à toute l'Église catholique par le Concile Vatican II. L'abbaye a depuis les origines une vocation d'accueil : elle s'efforce d'offrir d'abord un cadre de prière, de silence et de recueillement, ainsi qu'une écoute attentive aux joies et aux souffrances des hommes et des femmes de ce temps, et aux questionnements de l'histoire contemporaine. C'est ainsi que les 18 et 19 septembre 2010, le bureau national du MCC et l'équipe de préparation du congrès de Lyon se sont retrouvés à Tamié pour travailler ensemble, portés par la prière des moines. ●



L'esprit du congrès : « l'abondance frugale »

Simplicité et convivialité, voilà l'esprit de notre congrès, qui sera un cheminement, une célébration, une fête, un partage...

Simplicité et convivialité, voilà l'esprit de notre congrès, qui sera un cheminement, une célébration, une fête, un partage... Un temps offert pour nous laisser bousculer dans nos certitudes et laisser résonner en nous les appels à ne pas baisser les bras face à la complexité des situations et à l'urgence à opérer des ruptures dans nos modes de vie. Un temps fort spirituel, en lien avec des communautés monastiques, portés par leurs prières auxquelles feront écho nos célébrations, nos chants et nos prières. Un temps d'interpellation par des témoins, des experts d'abord à l'écoute et attentifs à mettre en perspective les signes d'espérance, à travers le foisonnement des initiatives concrètes, innovantes, et reproductibles. Mais aussi un temps de rencontre avec des acteurs, en décidant de faire bouger les lignes de « l'agir » ensemble, en osant la prise de risque personnel. C'est au partage des moyens pour venir au congrès que nous sommes également invités :

vivre autrement ce moment de rassemblement de notre mouvement, faire mouvement ensemble, s'organiser en équipe, adhérer à une organisation qui se veut éco-responsable. Le partage sera aussi solidarité vers des projets qui sont porteurs de l'esprit du congrès. Que ce soit par la restauration confiée à une entreprise d'insertion, la venue de mouvements frères de pays du Sud, l'appui à une association soutenue par l'espace « Double Mixte » qui héberge le congrès, l'engagement en faveur d'un projet du CCFD, ce que nous apporterons prendra sens par le partage. La dimension artistique forte donnée à ce congrès, nous invite à nous laisser surprendre, à nous émerveiller du beau, du simple, de l'inattendu, de l'inhabituel...

Une démarche centrée sur l'être alors que, selon l'air du temps, nous sommes enjoins à cultiver l'avoir, une respiration pour retrouver des marges de manœuvre et découvrir que c'est ensemble que nous agissons pour plus de justice.

Anne-Marie Barriac



Le dérèglement du monde,
Amin Maalouf, Grasset,
316 pages, 18

Non au communautarisme !

Face à ses dérèglements, c'est à nous de bâtir le combat pour maintenir un monde vivable, avec audace (car il faut rompre avec des habitudes séculaires), générosité et sagesse... Amin Maalouf, nous aide à comprendre comment on en est arrivé à ce choc. Non pas de deux religions, mais de deux cultures, l'arabo-musulmane n'ayant vécu que des échecs depuis plusieurs siècles. Il montre comment les pays arabes ont perdu toute légitimité auprès de leurs populations.

La victoire de l'économie de marché et la toute puissance militaire ont « dérèglé les comportements de notre suzerain solitaire (que sont devenus les États-Unis) ». Il faut donc adopter une échelle de valeurs fondée sur la primauté de la culture, et accepter un multiculturalisme. C'est sans doute le seul moyen d'aider à séparer un peu islam et politique car, dans le passé, le coran n'avait pas qu'une seule interprétation. Pour Amin Maalouf, on accorde trop d'importance

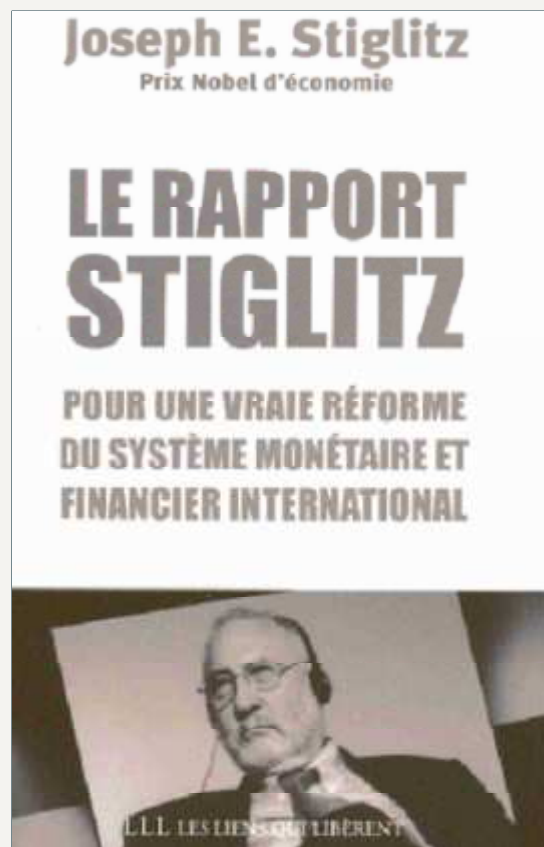
à l'influence de la religion sur les peuples et vouloir tout expliquer par la spécificité de l'islam, c'est se condamner à l'ignorance et à l'impuissance. La régression vers laquelle nous nous dirigeons est la faute autant des arabes, des musulmans, que des occidentaux. Il existe cependant des pistes de solutions qui passent par une intégration respectueuse de la diversité des cultures et de la dualité identitaire des personnes, et par le refus du communautarisme.

Bernard Chatelain

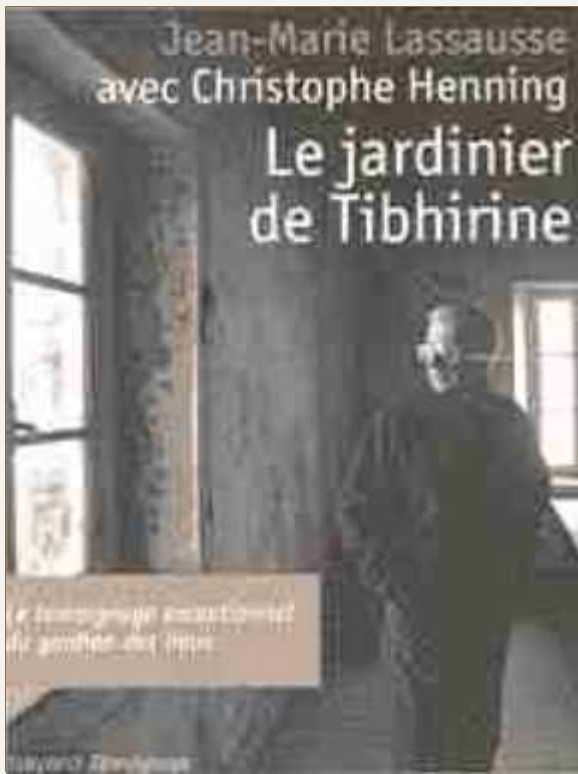
Réformer les institutions internationales

Voici le rapport commandité par l'ONU, établi par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, et un groupe d'experts mondiaux. Rédigé dans un grand souci pédagogique, sa lecture en est exceptionnellement facilitée. Bien sûr, il commence par une analyse des causes profondes de la crise qui, de financière, est devenue économique et sociale. Ceux qui souffrent le plus sont, une fois de plus, les plus pauvres et les pays en voie de développement. Si la riposte mondiale qui devrait être engagée d'urgence est insuffisante (et c'est le cas actuellement, notamment avec la guerre des monnaies), les inégalités iront en s'aggravant et une nouvelle crise sera inéluctable. Il importe donc de créer une vraie réglementation des activités financières pour favoriser transparence, croissance et stabilité. Les institutions internationales doivent être réformées et il faut créer un « Conseil de la coordination économique mondiale » couvrant l'ensemble du système de l'ONU en matière économique, sociale et environnementale, ainsi qu'un système de réserve mondiale, une gestion des défauts de paiement des dettes souveraines... Des mesures de bon sens mais y aura-t-il une volonté politique internationale pour passer outre les égoïsmes des institutions financières et de leurs dirigeants ?

B. C.



Le rapport Stiglitz, Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international, Joseph E. Stiglitz,
Les liens qui libèrent, 2010, 300 pages, 21



Le jardinier de Tibhirine,
Jean-Marie Lassaussse
 avec *Christophe Henning*
 Bayard, 2010, 149 pages, 18

Confiance, respect, estime pour tous

« Autre chose est de rencontrer cet homme, qui est pauvre, autre chose est de rencontrer ce pauvre, qui est homme. Je dois le considérer comme mon égal en humanité et le rencontrer à ce titre... »

Voici ce à quoi le livre d'Alain Durand, dominicain, formateur auprès de personnes en difficulté peut nous aider.

Pour qu'une personne soit capable d'entretenir avec elle-même un rapport positif, il faut trois formes d'expériences : l'amour qui donne accès à la confiance en soi, la reconnaissance par autrui qui permet d'accéder au respect de soi, et la reconnaissance par autrui de la capacité à contribuer à la vie de la société, qui ouvre la porte à l'estime de soi... Si la première expérience est essentiellement fruit de l'enfance, toute personne proche peut aider autrui à accéder aux deux autres à titre individuel mais aussi par une action collective indispensable.

Depuis Abel, le choix de Dieu a toujours été un amour gratuit, qui n'a pas besoin de justification, pour le dernier, le pauvre et le Christ l'a vécu avec l'aveugle, le paralytique... La pauvreté de Jésus est à rechercher dans sa proximité avec les pauvres... Par son rappel, Alain Durand nous entraîne vers plus de solidarité et corrélativement vers une plus grande proximité avec Dieu.

B. C.

Des moines toujours vivants...

Si vous avez la rétine encore imprégnée des images du film *Des hommes et des dieux*, ce livre en est le prolongement direct. Il est le témoignage de l'homme, prêtre de la Mission de France, qui, depuis bientôt 10 ans, a la responsabilité des terres du monastère aujourd'hui inhabité et cependant, dit-il, bruisant de la vie si intense de la petite communauté. « Aujourd'hui, modestement, je participe à leur promesse de rester », dit Jean-Marie Lahaussse. Il raconte comment, depuis sa création audacieuse et conquérante (en 1843), Tibhirine va d'appauvrissement en appauvrissement. « Semaine après semaine, mois après mois, année après année, je creuse le message inépuisable des frères assassinés... Et j'essaie de garder leur mémoire au contact des villageois... J'aime prier les psaumes en relation avec une population... Il n'y a pas d'autre issue que de devenir une "église de la rencontre". Si je ne rencontre que mes semblables, qui suis-je vraiment ? ». Ce beau témoignage est bourré de nombreuses pépites, il aide à méditer l'écriture et la vie. « Après dix années à travailler cette terre, je n'ai pas fini de comprendre comment ces hommes avaient épousé avec tant de réussite le relief de Tibhirine... Les mains vers le ciel, les pieds sur terre... Le message reste vif et j'en suis chaque jour nourri ». Une bonne idée pour un cadeau de Noël.

Anne-Marie de Besombes



Dieu choisit le dernier,
 Alain Durand,
 cerf, 2010
 144 pages,
 13

ÉDITO

« Le droit à la sécurité (...) n'est pas seulement celui de circuler sans se faire agresser ; c'est aussi celui d'avoir un logement, un travail qui assure un salaire décent, et la possibilité de ne pas vivre dans une précarité constante (...). Le bien, lui, ne fait pas de bruit. Stigmatiser les gens du voyage, les immigrés, faire des clivages et des catégories, précariser la citoyenneté, c'est cela qui génère de l'insécurité ». Ces propos de Mgr Jean-Luc Brunin sont à méditer et ils peuvent aussi s'élargir à tous ceux et celles qui travaillent à travers la planète sans salaire décent et dans une misère persistante. *Olivier Vasseur*

ZOOM

Humanité et... Espérance : un monde à construire

Avec Anne-Marie Barriac nous avons été invitées par le SIAEC auquel appartient le MCC à participer à la 98^e session de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) à Genève. Nous y avons passé 3 jours, retrouvé Bernard Hyon, Philippe Ledouble (représentants SIAEC et Pax Romana), fait la connaissance de Gisèle Sentier (MCC Savoie qui travaille à l'ONU) et de l'équipe Pax Romana de Genève. Trois jours intenses dont nous souhaitons vous faire retour : nous avons vécu une expérience passionnante et enrichissante : porte ouverte sur d'autres horizons, sur d'autres problématiques et réalités témoignées, porte ouverte aussi sur une institution mal connue (elle fut créée après la première guerre mondiale par le traité de Versailles sur l'idée que « la paix universelle ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale »). Porte ouverte sur une dynamique collective qui nous a impressionnées : des représentants de toute la planète qui se retrouvent à Genève, une multitude venant des 183 pays membres, mais une organisation de qualité pour que chacun soit informé (synthèse quotidienne des commissions et comité en plusieurs langues), un remarquable dialogue tripartite entre les représentants – gouvernement, employeurs, travailleurs (chacun son tour de parole !) – pour concevoir et mettre en œuvre des actions appropriées pour répondre à l'urgence sociale provoquée par la crise économique. Il est rare d'entendre des représentants des employeurs et des travailleurs partager des analyses communes sur l'urgence sociale pour éviter la violence et demander que les orientations futures mettent l'humain en priorité, que la nouvelle cible des efforts internationaux soit de donner un

emploi à chacune et à chacun et que cet emploi soit décent, conformément aux conventions et recommandations de l'OIT ! Un énorme travail de qualité est fourni à travers ce dialogue constructif pour élaborer un Pacte mondial pour l'emploi. Avec une conviction partagée, celle des experts économiques, des représentants : la crise est l'occasion de construire un nouvel ordre économique mondial avec une collaboration internationale « sur ce socle social qui se met en place comme une espérance ». Sont présentes à l'OIT une volonté et une détermination partagées pour assurer à tous un « travail décent » (libre choix, protection sociale, normes de travail et élimination du travail forcé, dialogue social et droit de négociation), pour trouver des réponses et des aides concrètes (exemples : brochure distribuée, « helpdesk » pour une restructuration responsable des entreprises, assistance dans les pays demandeurs pour la mise en place de la protection sociale...). Les pays où les recommandations de l'OIT sur la mise en place d'un dialogue tripartite ont été suivies, ont vu progresser la qualité du dialogue social, l'efficacité des négociations et par conséquent souffrent « un peu moins » de la crise. Le G20 avait sollicité l'OIT pour proposer une riposte à la crise et donner forme à une mondialisation juste, durable et sans exclus fondée sur ces principes du travail décent. L'accent a été mis sur la relance par le travail, le renforcement de la protection sociale et du respect des normes internationales du travail. 3 millions d'enfants risquent la mort, plus de 200 millions de personnes sont directement touchées par la crise sociale. L'OMS se prépare au pire et plus de la moitié de la population mondiale est en dessous du seuil de pauvreté...

(350 millions de personnes sans retraite). Ces trois jours furent intenses et passionnants. Ils nous ont permis de ressentir notre appartenance à l'humanité, d'élargir nos horizons grâce aux centaines de représentants de tous les pays. Nous sommes des nantis (sécurité sociale, allocations chômage, retraite, inspection du travail, prud'hommes...) Nous le savions... mais les témoignages nous le rappellent ! Même si... c'est une politique de petits pas, même s'il y a encore et toujours des gros qui veulent manger les petits

et les mêmes « animaux malades de la peste », à Genève ce fut une leçon d'humanité et d'espérance ! Au MCC de bouger pour être force d'interpellation, de réflexion, de proposition et de témoignage : « le monde s'ouvre et nous ? » Me vient le refrain du congrès de Marseille : « Vienne l'Esprit nous enseigner L'art d'être ensemble humains et fraternels L'art d'inventer un monde en communion »
Maddie Flichy, membre de l'équipe internationale Lyon

L'ÉGLISE ET LE MONDE



La COMECE suit les travaux du parlement européen sur la liberté religieuse

La COMECE¹ a organisé, le lundi 11 octobre 2010, une 2^e série de séminaires « sur Islam, Christianisme et Europe » avec pour thème : « La liberté religieuse dans le voisinage européen : Quel rôle pour les acteurs religieux et l'action extérieure de l'UE ? ». Auparavant elle avait eu, avec deux groupes politiques du parlement européen, l'initiative d'une conférence sur la « persécution des chrétiens ». Le député Konrad Szymański (CRE) a rappelé que « 75 % des décès liés aux crimes de haine basés sur la religion

touchent des personnes de foi chrétienne, faisant ainsi des chrétiens les croyants les plus persécutés au monde ». Pour lui et Mario Mauro (Groupe PPE) la liberté religieuse doit être intégrée aux politiques extérieures de l'UE en ajoutant aux accords avec les pays tiers une clause contraignante relative au respect de la liberté religieuse. C'est l'essentiel de la requête qu'ils ont transmise au parlement européen.

¹ source : COMECE (commission des évêques de la communauté européenne) 5/10/2010.

DONNÉES CHIFFRÉES

Les Echos

1\$ sur 10 000 \$ = 100 000 000 000 \$

Le journal *Les Echos* titrait cet été « 6000 milliards de dollars s'échangent chaque jour sur les marchés financiers ». On attend encore l'application de la déclaration d'intention du président français et de la chancelière allemande du 17 juin 2010 lors de la réunion du G20, à savoir la taxation de ces transactions. Une simple taxe de 0,01% (1 « petit » dollar pour 10 000 dollars d'échangés) pourrait rapporter plus de 100 milliards de dollars par an (en comptant 200 jours travaillés) pour répondre aux enjeux mondiaux du changement climatique et du développement...

ACTUALITÉS

- La thématique 2010-2011 du CCFD est « Droits Fondamentaux et Gouvernance », 4^e année du thème « Le sens du développement ». Tous les correspondants MCC au CCFD doivent avoir reçu le dossier animateur. Demandez à ce qu'il soit présenté dans votre prochaine réunion de secteur.
- La plaquette du Carême 2011 du CCFD est également parue. Geneviève Comeau, xavière, vous éclairera grandement sur « L'universel selon la foi chrétienne » et comment l'universalité des droits fondamentaux peut être vécue et transmise.
- En 2011, le CCFD fêtera ses 50 ans, voilà une belle manière de prolonger notre congrès au-delà du MCC. Faites le point avec votre responsable de secteur pour vous associer aux événements proposés au cours du Carême 2011 dans chaque diocèse.

AGENDA

- **du 4 au 7 novembre 2010** : à Sofia (Italie). Rencontre des évêques des églises catholique de rite oriental en Europe.
- **du 10 au 14 novembre 2010** : à Abidjan (Côte d'Ivoire). Séminaire des évêques européens et africains (CCEE-SEGAM).
- **11 et 12 décembre 2010** : rencontre du RRI (Réseau Relations Internationales) du MCC, 18 rue de Varenne, écrire à Philippe Ledouble pour tout renseignement.

JOSÉ KOHLER, UN FRANCISCAIN EN TERRE ALSACIENNE... ET IGNATIENNE

Encourager « les efforts des hommes en faveur de la justice et de la solidarité »

➤ José Kohler a été nommé en juin dernier aumônier pour la région Alsace Franche-Comté Nord. Rencontre.

L'accent (légèrement chantant), la voix (douce et posée), le patronyme (Kohler) : tout laisse à penser que les racines de Frère José sont alsaciennes. Erreur. Même si le train qui l'a amené à Paris, quelques jours plus tôt, arrive de Strasbourg, l'homme, lui, vient d'ailleurs : « Je suis franc-comtois... et un peu suisse sur les bords » tient à préciser en souriant le solide et tranquille homme à la barbe poivre et sel. Installé dans une salle de l'imposant couvent des franciscains, à Paris, rue Marie-Rose, Frère José n'est que de passage dans la capitale. Différents rendez-vous à l'échelle nationale attendent ici le religieux. Vicaire provincial pour la partie Est de la France, ce franciscain participe aux réunions des « gardiens » (responsables des communautés) et « économes » de sa famille religieuse. Et en tant qu'aumônier régional du MCC pour l'Alsace et la Franche-Comté Nord, Frère José était en outre convié, en ce week-end automnal, au Conseil National du mouvement. Au cœur d'un emploi du temps bien chargé, pas sûr qu'il trouve un créneau pour profiter de l'exposition consacrée à Claude Monnet, au Grand Palais. Passionné par la rencontre humaine mais très pudique quand il s'agit de livrer un peu de soi, Frère José cite sans retenue le nom du maître de la peinture impressionniste. « Ce que j'aime chez lui, c'est



la lumière qui jaillit de ses tableaux », lâche-t-il avec enthousiasme. L'homme se dit aussi fasciné par les visages. Quand on lui demande une phrase de l'évangile dans laquelle il se reconnaîtrait, il préfère d'ailleurs évoquer « la figure du Christ, qui se fait proche de l'homme et qui n'attend pas que celui-ci soit parfait pour le rencontrer ». Très marqué par la figure de Maurice Zundel¹ (« à cause de son attachement à la pauvreté et à l'émerveillement redécouverts à travers François d'Assise »), Frère José a noué des relations simples et fraternelles partout où il est passé, depuis ses années d'études en théologie à Strasbourg à la fin des années soixante, jusqu'à son retour dans la capitale alsacienne en 2008. Entre ces deux moments, des « tranches de vie » vécues avec ses frères

franciscains (notamment comme maître des novices), et au contact de familles modestes, d'étudiants, de laïcs désireux de réfléchir et de prier leur vie.. Que ce soit au cœur d'un quartier populaire d'Epinal, au service de la chapelle Notre-Dame-des-Buis en surplomb de Besançon ou pour l'animation du sanctuaire Saint-Bonaventure, dans le centre de Lyon. À son retour à Strasbourg, Mgr Grallet, archevêque des lieux, lui a proposé de devenir accompagnateur de secteur, puis en juin dernier, aumônier régional du MCC. S'il n'accompagne pas une équipe à titre personnel, Frère José peut compter sur son expérience : pendant 10 ans, il a cheminé avec une puis deux équipes MCC sur Besançon. Et même s'il reconnaît ne pas être un spécialiste de l'accompagnement ignatien, il ne s'en inquiète pas : « L'essentiel, c'est de s'intéresser aux petites choses que chacun vit, et de rendre grâce pour les efforts que font les hommes en faveur de la justice et de la solidarité, y compris à travers leurs responsabilités professionnelles, et sans attendre d'être confrontés à des situations extrêmes de pauvreté pour agir. Relire sa vie, apprendre à discerner ce qui est de l'ordre de l'Esprit, pour le coup... c'est aussi très franciscain ! » ●

Pierre-Olivier Boiton

³ Prêtre et théologien suisse (1897-1976)



RENCONTRE
DOSSIER
LIVRES & DVD
LETTRE INTERNATIONALE
VIE DU MOUVEMENT
VIE D'ÉQUIPE
QUESTION D'ÉQUIPE
VISAGE
VIE SPIRITUELLE

Responsables

Six fois par an, c'est :

- **Une rencontre** avec une personnalité marquante de la vie économique, publique ou associative...
- **Un dossier** qui développe un grand thème de société en lien avec l'actualité à travers des articles, des interviews, des témoignages... Il participe au débat sur les problématiques contemporaines et leurs rapides évolutions.
- Une sélection de **livres et de DVD**...
- **La lettre internationale** du MCC pour rester ouvert sur le monde.

Le journal fait aussi le lien entre les membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres en retraite active.

Il présente les orientations de **la vie du mouvement**.

Il propose des thèmes de **vie d'équipe** et tente de répondre aux principales **questions d'équipe**.

Il est un soutien pour la foi et la réflexion, une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure.

+ *La Lettre*, newsletter du MCC, tous les mois



Le prochain numéro 409 janvier/février 2011

DOSSIER Inventer un avenir commun...
Responsables d'une espérance durable

Responsables

BULLETIN D'ABONNEMENT

À renvoyer accompagné du règlement à :

Responsables abonnements - MCC - 18, rue de Varenne - 75007 Paris

Tél. : 01 42 22 59 57. journal.responsables@mcc.asso.fr

OUI, je souhaite m'abonner (ou me réabonner) à Responsables

OUI, j'offre un abonnement à :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code Postal : _____

Ville : _____ e-mail (pour recevoir *La Lettre*) : _____

Membre du MCC oui non Sympathisant Autre : _____

46 (1 an) 51 (UE 1 an) 61 (étranger/ par avion 1 an)

51 (abonnement de soutien 1 an) 100 (abonnement de bienfaiteur 1 an)

Prix au numéro : 9 (10 étranger) - **Paiement par chèque à l'ordre de l'USIC**

Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

P r i è r e

Prière au Christ

pour la préparation d'un événement, en l'occurrence Lyon 2011, congrès du MCC

Seigneur Jésus, Fils du Dieu vivant, tu nous appelles à te suivre chaque jour.

Tu attends de nous que nous ayons le désir de mener
chaque tâche que nous accomplissons,
chaque engagement où nous nous risquons,
chaque projet que nous portons,
selon l'esprit de ton Évangile.

Depuis notre baptême, Tu t'en remets à nous afin de poursuivre
de par le monde la mission initiée par ton incarnation ;
de la poursuivre avec ce que nous sommes
et simplement ce que nous sommes.

Pour cette mission, Tu nous fais confiance.
Tu te réjouis de nos talents si divers
et Tu t'en remets à nous, selon nos capacités propres.
Dans tout ce que nous entreprenons,
Tu ne cesses de nous accompagner de ta prévenance.

Nous avons le désir d'œuvrer avec Toi,
pour être, chaque jour, un peu plus avec Toi.
Rends-nous attentifs aux signes de ta présence auprès de nous.
Apprends-nous à les reconnaître et à t'en rendre grâces joyeusement,
dans la simplicité du cœur.

Nous te confions tout particulièrement le projet de notre congrès, Lyon 2011.
Que nous y soyons ambitieux avec modestie !
Que nous y foisonnions d'idées et témoignions d'initiatives porteuses d'avenir !
Que nous sachions écouter avec un esprit ouvert et un cœur généreux !
Que nous habitions les mots que nous y prononcerons !

Donne-nous de savoir inviter au-delà du cercle de nos amis et familiers.
Ouvre-nous aux rencontres imprévues.
Donne-nous de partager dans la paix ce qui nous tient à cœur.
Favorise en tout ce rassemblement de notre mouvement, le MCC.
Nous nous confions à Toi, Seigneur Jésus, pour présenter nos demandes à ton Père
et notre Père et qu'ainsi nous sanctifions son nom.
Nous te le demandons à Toi qui vis et règnes avec le Père et le Saint-Esprit,
aux siècles des siècles. Amen.

*Bernard Bougon s.j.
Aumônier national
Octobre 2010*